

Motion des enseignants du Collège Albert Camus du Plessis-Trévisé

Nous prenons acte de votre proposition de Dotation Horaire Globale pour la rentrée 2024 et nous la déclinons. Elle ne tient en effet compte d'aucune des difficultés, ni d'aucune des demandes de notre établissement et ne nous permettra pas de travailler dans des conditions satisfaisantes.

Le H/E (Heures par élève) s'élevait à 1,0584 pour l'année 2023-2024. Il est à 1,01 pour l'année 2024-2025, bien en-deçà du niveau académique de 1,3.

L'établissement a la capacité d'accueillir un effectif maximal de 800 élèves. Les effectifs prévoient 818 élèves à la rentrée, ce qui engendrerait des problèmes de sécurité et toujours plus d'élèves par classe, alors que nous demandons un poste d'AED depuis de nombreuses années.

Nous refusons de commencer à mettre en œuvre une réforme en l'absence de tout texte de loi. Cette réforme oblige à créer des groupes de niveaux sur les sixièmes et les cinquièmes. Cela a des conséquences néfastes à la fois pour les enseignants et pour les élèves.

Pour les enseignants :

- La perte de postes à temps plein sur l'établissement en Sciences de la Vie et de la Terre et en Physique-Chimie et la fermeture d'un poste de Technologie.
- Les enseignants de Sciences verront une nouvelle fois leur service tronqué et leurs conditions de travail sabordées : fin des demi-groupes pour mener des expériences, fin des décharges d'heures de laboratoire.
- Les personnels qui effectuent un BMP dans notre établissement (en Espagnol, en Physique-Chimie) perdent des heures à effectuer. Ces suppressions entraînent la destruction de notre équipe pédagogique et détériorent leurs conditions de travail et leur vie personnelle en les contraignant à effectuer un complément d'heures sur plusieurs établissements.
- Les enseignants de Lettres modernes et Mathématiques enseigneraient à des groupes de 6e et de 5e sans jamais voir la classe entière, ce qui ne leur permettra plus d'endosser correctement le rôle de Professeur Principal ni le suivi des élèves.

Pour les élèves :

- La création de onze groupes de niveaux pour l'enseignement des Mathématiques et onze groupes de niveaux pour l'enseignement du Français en 6e et en 5e se fait aux dépens des autres disciplines.
- Toutes les études scientifiques et sociologiques prouvent qu'une telle mesure aura des conséquences catastrophiques pour l'estime de soi et la progression de chaque élève.
- Nos élèves seraient triés sur la base de critères iniques. Leur répartition dans les groupes de niveaux aurait lieu avant le passage des évaluations nationales d'entrée de 6e, d'après les indications des professeurs des écoles à la fin de l'année de CM2. Quand bien même un rééquilibrage des groupes serait envisagé après les évaluations, la répartition ne se ferait que sur une seule évaluation, souvent non représentative du niveau de nos élèves. Le ministère envisage de prendre pour critère l'évaluation d'entrée en 6e alors que nombre d'élèves peinent à les réaliser en raison d'une maîtrise des outils numériques faible, encore fragilisée par la suppression de la Technologie en 6e l'an dernier.

- Le changement de groupe à la suite d'une progression est illusoire à cause de la prise en compte des changements d'emploi du temps que cela occasionnerait.
- Les élèves de sixième bénéficiaient de 26 heures de cours par semaine en 2023-2024. La suppression de l'heure de Soutien et Approfondissement (Souap) mise en place à la rentrée dernière les prive désormais d'une heure quinzaine par semaine de Mathématiques et de Français. Cette réforme, supposée rajouter des heures supplémentaires dans les enseignements fondamentaux, en réalité, les élèves d'heures de Français et de Mathématiques.
- Enfin cette DHG acte définitivement la mort de projets. La mise en place de la réforme devant être financée avec plus de la moitié de notre ancienne autonomie, elle nous ôte les moyens de poursuivre nos expérimentations et projets innovants : les heures d'autonomie dont nous disposions pour les dédoublements en travaux pratiques en sciences et les demi-groupes de langue disparaissent.

En conséquence, nous réclamons une augmentation considérable de cette DHG, en tenant compte de ces éléments factuels, mais aussi de la situation dans laquelle l'institution a placé le collège.

Précisément, nous attendons :

- l'arrêt de ce projet de création de groupes de besoins en 6e et en 5e.
- l'octroi d'un.e psy-EN et d'une assistante sociale à temps plein.

Nous, fonctionnaires d'État, tenons à ce que le service public et laïc de l'éducation auquel nous tenons puisse fonctionner correctement.